

L'Allemagne et sa résolution anti-BDS

02.06.2019

Categories: Antisémitisme, Attaques contre BDS, BDS-Arguments

Allemagne, honte sur toi et ta Résolution anti-BDS

Vendredi 24 mai 2019 par Gideon Levy sur le site web de Ha'aretz

L'Allemagne vient de criminaliser la "Justice". Ce vendredi, un mélange de sentiments justifiés de culpabilité, orchestrés et poussés à l'extrême sous l'influence cynique et manipulatrice des autorités israéliennes, a permis l'adoption par le Parlement fédéral de l'une des résolutions les plus scandaleuses et bizarres depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le Bundestag a défini le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions visant Israël comme antisémite. Benjamin Netanyahou et Gilad Erdan peuvent se réjouir. L'Allemagne devrait avoir honte.

A partir de maintenant, l'Allemagne considèrera chaque partisan de la campagne BDS comme antisémite ; dire "L'occupation israélienne" équivaudra à dire "Heil Hitler." Dorénavant, l'Allemagne ne peut se vanter de sa liberté d'expression. Elle est devenue un agent du colonialisme Israélien. Même si certains sont antisémites, les partisans de la campagne BDS sont en majorité des personnes de conscience qui croient qu'un État d'apartheid mérite d'être boycotté. Qu'y a-t-il d'antisémite là dedans ? La majorité des partis au Bundestag, dont celui de la Chancelière Angela Merkel, la conscience de l'Europe, a soutenu la résolution. Quelle tristesse. Aussi paralysants sont les sentiments de culpabilité, aussi efficace est la propagande.

Merkel pense-t-elle que Daniel Barenboim – directeur musical de l'Opéra d'Etat de Berlin et chef principal de son orchestre, " Staatskapelle", exemple parfait d'un artiste engagé épris de conscience et de morale, un Juif fier mais un Israélien gêné, co-fondateur du "West-Eastern Divan Orchestra", patriote israélien, oui patriote, qui craint avec chaque fibre de son être pour l'avenir du pays de sa jeunesse – est également antisémite ? Barenboim peut ne pas soutenir explicitement la campagne BDS, mais pendant des années, il a tranquillement boycotté les salles de concert d'Israël. Il ne peut pas jouer pour les Israéliens quand, à moins d'une heure de route de l'auditorium, une nation gémit sous l'occupation. C'est sa noble façon d'exprimer sa protestation. Merkel est son amie. Elle admire sans doute son sens de la justice. Que va-t-elle lui dire maintenant ?

Que diront les législateurs allemands de ceux qui appellent au boycott des produits des ateliers clandestins ou de l'industrie de la viande ? Les criminaliseront-ils également ? Qu'en est-il des sanctions contre la Russie, suite à son invasion de la Crimée ? Pourquoi une occupation devrait-elle être boycottée alors qu'une autre mériterait des acclamations ? Que pensaient les Allemands des sanctions contre l'Afrique du Sud ? Quelles sont les différences ?

Il est permis de demander le boycott d'un régime tyrannique ; en fait c'est même une obligation. Il est également permis de penser différemment, de penser qu'il n'y a pas de peuple palestinien ni d'occupation, seulement un peuple élu sur la terre promise. Mais criminaliser les Allemands en quête de justice comme antisémites ? J'en connais quelques-uns, et ils n'ont absolument rien en commun avec les antisémites. Encore une poussée des partisans de Erdan, et la campagne BDS sera désignée comme une organisation terroriste.

Les sentiments de culpabilité sont toujours de mauvais conseillers. Cette fois, ils se révèlent particulièrement néfastes. L'Allemagne n'est pas un pays comme les autres. Elle porte une profonde responsabilité envers l'état des Juifs. Il est de son devoir de contribuer à sa sécurité et à sa croissance, mais ce devoir ne doit pas inclure la cécité morale, ni automatiquement, la liberté pour Israël d'agir à sa guise, et de mépriser les résolutions des institutions internationales établies dans le sillage de la guerre que l'Allemagne a déclenchée. L'Allemagne a le devoir de soutenir Israël, mais comme n'importe quel vrai ami, elle doit aussi faire tout son possible pour l'empêcher d'être un État néfaste. Combattre l'opposition à l'occupation n'est pas de l'amitié.

L'Allemagne peut approvisionner Israël en sous-marins, mais elle doit aussi imposer des exigences éthiques à l'État. En marge de sa culpabilité envers les Juifs, elle porte aussi une responsabilité morale indirecte pour le sort du peuple qui vit sur la terre vers laquelle les Juifs terrorisés ont conduit leur fuite de l'Allemagne et sur laquelle ils ont créé un état. L'Allemagne a également une obligation envers ceux qui n'auraient pas été privés de leurs terres et de leurs droits sans les suites de l'Holocauste. Ce peuple a vécu pendant des décennies sous le joug israélien. L'Allemagne doit aider à sa libération.

En adoptant cette résolution, le Bundestag n'a pas bien agi ni pour Israël, ni pour la justice, ni pour la loi internationale. Seule l'occupation israélienne en a profité. Le Bundestag n'a pas à soutenir la campagne BDS, il est permis de s'opposer au mouvement de boycott, mais le criminaliser comme antisémite, surtout en Allemagne ? « L'autre Allemagne » a trahi son devoir envers la conscience de sa propre société civile, celle des Palestiniens et aussi celle d'Israël.

Gideon Levy

Traduction en Français par Gilles Vinçon et Renée Blancheton de l'UJPF